

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à la Partie III

Déposée par Monsieur : Dominique de Villepin

Qualité : - Membre

PARTIE III : DISPOSITIONS ~~GENERALES ET~~ FINALES

~~Article C : Champ d'application~~

~~Suppression et transfert de l'article, en y réinsérant l'alinéa relatif au statut dérogatoire des régions ultrapériphériques, dans la partie I, par exemple dans le Titre X relatif à l'appartenance à l'Union.~~

Article F : Procédure de révision du Traité constitutionnel

Le gouvernement de tout État membre, ou la Commission, peut soumettre au Conseil des projets tendant à la révision du Traité constitutionnel. Ces projets sont notifiés aux Parlements nationaux.

Si le Conseil, après avoir consulté le Parlement européen et, le cas échéant, la Commission, émet un avis favorable à la réunion d'une conférence intergouvernementale ~~des représentants des gouvernements des États membres~~. Celle-ci est convoquée par le président du Conseil en vue d'arrêter d'un commun accord les modifications à apporter au Traité constitutionnel.

Le Président du Conseil européen peut convoquer une Convention composée des représentants des Parlements nationaux, des gouvernements des États membres, du Parlement européen et de la Commission, chargée d'adopter par consensus une recommandation à la conférence intergouvernementale.

Dans le cas de modifications institutionnelles dans le domaine monétaire, le Conseil de la Banque centrale européenne est également consulté.

Les amendements entreront en vigueur après avoir été ratifiés, soit par le « Congrès » à la majorité qualifiée, soit par tous les États membres conformément à leurs règles constitutionnelles respectives, au choix du Conseil européen. Dans ce dernier cas, lorsque les 5/6 des États membres ont ratifié les amendements et à l'expiration d'un délai prévu par ceux-ci, le Conseil européen statue, à l'unanimité sans la participation du ou des États membres concernés [ou à la majorité qualifiée] et sur proposition de la Commission, sur l'entrée en vigueur des amendements et sur le retrait des États qui n'ont pas procédé à leur ratification.

Il peut être dérogé aux dispositions du présent article dans les cas et selon les modalités expressément prévues par le traité constitutionnel.

Explication éventuelle :

Article C : Cet amendement ne vise pas à supprimer les dispositions relatives au champ d'application territorial du traité, mais au contraire de les consolider en les inscrivant dans la partie I du traité, ainsi que l'avait demandé Mme Andréani lors de la séance plénière du 7 février 2003.